



Éditorial

« Je jure par Dieu, le Très-Haut, le Grand, que le programme de sa magnificence le président Bouteflika ne s'arrêtera pas ! » c'est avec cette déclaration que l'actuel président-désigné réitéra, autrefois, sa loyauté envers son président déchu. Comme si ce dernier, très malade depuis son AVC de 2013, avait un autre programme que celui d'être alité dans les hôpitaux de France et de Suisse. Le destin a terrassé Tebboune en le forçant à honorer son serment d'allégeance à Bouteflika en poursuivant un programme de soins sur un lit d'hôpital, cette fois-ci, en Allemagne.

L'absence d'un chef d'Etat n'est malheureusement pas sans conséquences pour notre chère patrie. L'immobilisme causé par les présidents malades affaiblit le régime et vulnérabilise les intérêts du pays aux volontés de puissance de certains régimes de la région, qui peuvent désormais se servir sans craindre la moindre réaction de la part du pouvoir.

Dans ce numéro spécial de décembre, et pour clôturer cette année civile, nous avons compilé les articles ayant traité des sujets marquants de l'année, notamment la pandémie du Covid-19, dont le régime a organisé l'importation pour saper les manifestations publiques du Hirak. Nous rappelons ici l'élan citoyen qui a permis d'absorber l'impact de la toute première vague et en réduire les conséquences. Le lourd sacrifice consenti par le personnel de la santé, dans l'indifférence du régime coupable de non-assistance à un peuple en danger, est également rappelé.

Nous n'oublions pas tous les défunts de cette année, en particulier Tarek Zeddani et Yahia Ouarnoughi. Nous re-publions le testament de Yahia et l'éloge funèbre de Larbi Zitout à l'adresse de Tarek. Nous prions Dieu pour qu'il les accepte dans Son vaste Paradis.



Plateforme rachad.org Juin 2020. Éditorial. Plateforme est le nom de l'initiative citoyenne de l'Algérie. Activités de Rachad pendant le confinement. Le mouvement Rachad et ses membres se dressent derrière le peuple algérien dans sa lutte contre la pandémie et le régime.

Plateforme Août 2020. Éditorial. Le Hirak algérien du 22 février 2019 est marqué de notre point de vue par l'absence de soutien des caractéristiques exigées à notre société. Initiatives citoyennes face au COVID-19.

Plateforme rachad.org Sep-Oct 2020. Éditorial. La cour d'Alger (Rabouat) a prononcé, le 18 mai 2020, une peine de 6 mois avec sursis à 50000 DA d'amende contre Ibrahim Douadi.

Plateforme rachad.org Juillet 2020. Éditorial. Les tentatives de déstabilisation de la population à la suite de la pandémie de Covid-19.

Plateforme Novembre 2020. Éditorial. Le régime algérien a également désigné Rachad comme cible à éliminer.



Lisez Plateforme sur Yumpu. Yumpu logo and QR code.

Etat civil et inclusivité

Le Mouvement Rachad, depuis sa naissance en avril 2007, a pris l'engagement d'œuvrer par tous les moyens pacifiques pour établir en Algérie un Etat de droit et de bonne gouvernance. Il a été pionnier dans la revendication d'une civilianisation de l'Etat pour défaire la mainmise de l'armée, par le biais de son bras de renseignement, sur l'Etat et la société. Cette revendication s'est avérée après le 22 février 2019 être une demande pressante d'une majorité d'Algériennes et d'Algériens qui scandent depuis quinze mois : « Dawla madaniya machi askariya ! ».

La charte de Rachad, publiée il y a 13 ans déjà, insiste sur la nature civile de l'Etat, et énonce le principe selon lequel « l'Etat en Algérie ne doit être ni 'Etat policier', ni 'Etat théocratique', ni 'Etat laïque' ».

Pour faire en sorte que l'Etat ne soit pas « policier » la Charte de Rachad prône que :

- L'armée et les services de sécurité doivent être effectivement subordonnés à l'autorité civile [élue] et au contrôle du parlement;
- L'armée doit s'en tenir à ses attributions constitutionnelles de sauvegarde de l'intégrité du territoire national et de défense contre les menaces extérieures;
- L'armée doit s'interdire toute ingérence dans la vie politique, économique et sociale du pays;
- L'armée admet que le peuple dont elle est issue est le seul détenteur de la souveraineté ; elle respecte les changements politiques, économiques ou sociaux résultant de l'exercice de cette souveraineté. »

Ne pas vouloir d'un « Etat policier » n'est pas souhaiter la disparition de l'armée ou des services de renseignement qui ont leur place dans un Etat de droit. Le but n'est



pas d'exclure les militaires mais au contraire de les inclure comme acteurs positifs et constructifs dans l'édification de l'Etat de droit.

De même que ne pas vouloir d'un « Etat théocratique » n'est pas souhaiter la disparition du rôle de la religion dans le façonnage de l'action sociale et politique. Il ne s'agit pas de nier le rôle positif que peut et doit assumer la religion dans la moralisation de l'action politique, la promotion de la paix dans la société et la consolidation de la cohésion sociale. Il s'agit seulement d'éviter qu'un individu ou une formation politique ne tente de prendre le pouvoir et de gouverner le pays en prétendant être le représentant de Dieu, sans légitimité populaire et sans être responsable devant les citoyens et se soumettre à leur contrôle, évaluation et sanction. Il est question aussi, dans un Etat civil, d'inclure toutes les sensibilités idéologiques présentes dans la société algérienne et de leur permettre de s'exprimer et de participer dans l'édification de la société et de l'Etat.

Enfin, ne pas vouloir d'un « Etat laïque » n'est pas souhaiter l'exclusion du courant séculariste en Algérie. Bien au contraire, il a toute sa place dans un Etat de droit. Cela veut dire seulement que dans un Etat civil, il n'y a pas de place pour des courants idéologiques ayant hérité la version la plus extrémiste du sécularisme, à savoir « la laïcité française » qui, pour des raisons historiques spécifiques dans la France, a développé une haine viscérale contre la chose religieuse. Ces courants, qui ne peuvent prétendre représenter l'ensemble du spectre séculariste algérien, pratiquent l'exclusion en souhaitant éradiquer toute référence au religieux dans l'espace public et en déniant à des forces politiques ancrées dans la société algérienne le droit à la participation politique dans un cadre constitutionnel, sous prétexte qu'elles ont des références religieuses.

Que signifie donc un Etat civil ?

Selon le Littré (littré.org), civil désigne ce « qui concerne les

citoyens » ; étymologiquement, il dérive « du latin civilis, de civis, citoyen ». Un citoyen étant défini comme « celui, celle qui jouit du droit de cité dans un État » ; étymologiquement, il dérive « de civitas, cité ». Un citoyen est une « personne jouissant, dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques » (larousse.fr)

On peut remonter loin dans l'histoire pour tracer l'évolution du concept de citoyen. On parlait déjà de citoyen romain et de citoyen grec, étant donné que Rome et Athènes étaient des exemples de Cité-État, même s'il ne s'agissait pas de modèles égalitaires et inclusifs, mais plutôt de systèmes politiques élitistes et sélectifs.

Plus proche de nous culturellement est le modèle de Médine (al-Madina signifiant la Cité) tel que régi par la Charte de Médine (Sahifat al-Madina) établie à la première année de l'Hégire et restée en vigueur pendant quatre décennies jusqu'à la fin du Califat bien guidé. Il s'agit d'un modèle édifant

d'une Cité-État inclusive de tous ses citoyens (al-madaniyoun). L'analyse de cette charte d'une cinquantaine d'articles indique que ce document, considéré par certains comme la première constitution dans l'histoire de l'humanité, définit trois niveaux d'appartenance qui se chevauchent et se complètent : l'appartenance à la tribu, l'appartenance à la communauté des croyants qui vient tempérer le chauvinisme tribal, et l'appartenance à la Cité qui vient modérer le fanatisme religieux. Ainsi la charte avait pour but de réguler l'articulation entre la communauté tribale, la communauté religieuse et la communauté citoyenne, de garantir les droits de chaque citoyen de Médine (al-madani) et fixer ses devoirs, et d'assurer une interaction positive, harmonieuse et apaisée au sein d'une population de Médine qui comptait quelques centaines de croyants (al-mouhajioun et al-ansar), cinq à sept mille juifs et quatre à sept mille arabes non croyants (al-mouchrikoun).

L'Etat civil est donc centré sur le citoyen et la protection de ses droits dans la cité. C'est l'Etat inclusif par excellence. Dans le contexte algérien, ce sera l'Etat où chaque citoyen et citoyenne, quels que soient son âge et son sexe, son appartenance ethnique ou linguistique, sa région géographique, son orientation idéologique, sa sensibilité politique, se sentira considéré comme un membre à part entière de la communauté algérienne, jouissant de ses pleins droits et d'une vie décente dans le respect de la dignité et des droits de tous, et aura son mot à dire sur les choix politiques de son pays, librement, sans contrainte ni par la violence d'une bande de galonnés qui transgressent la constitution, ni par la manipulation d'idéologues charlatans.

Le testament de Yahia Ouarnoughi



(1972-2020)

« Mon fils a vécu en homme libre et est mort en citoyen libre ». C'est avec ces paroles que la mère de Yahia a pleuré son fils, décédé la veille de sa présentation devant la justice de la mafio-cratie.

« Ils l'ont harcelé et persécuté » poursuit-elle en désignant les services de police qui ont choisi de maculer l'uniforme bleu par l'infamie de l'asservissement au lieu de faire le choix bien plus honorable de servir le peuple algérien. Yahia a payé de sa vie son engagement en faveur de la révolution algérienne du 22 février et son engagement dans notre mouvement en tant que président de la section de Laghouat.

Yahia est parti en laissant veuve, six enfants et un message sur le mur du Hirak: « Nul ne pourra nous voler notre Hirak. Nous ne l'accepterons pas car il est devenu l'oxygène que nous respirons et l'arche que nous montons pour accoster sur les rivages de l'état que nous désirons »

Nous remercions toutes les âmes charitables qui ont permis de lever la somme de 14257 EUR au bénéfice de la veuve de Yahia et de ses six orphelins.



L'hôpital à l'épreuve du Covid-19 et du régime

Le système de santé algérien serait le meilleur en Afrique selon Tebboune. En matière de crétinerie, le régime sous Tebboune est égal à celui de Bouteflika. Rappelons-nous les déclarations fantasques de Ould Abbas, maintenant en prison, qui s'amusait à comparer les « réalisations » du régime à celles de la Suède ou l'USA.

À l'instar de tous les autres secteurs, la santé en Algérie est en souffrance. Nous connaissons les problèmes d'incompétence, de corruption (marché du diabète et d'importation de matériel médical) et même de charlatanisme (RHB Rahmat Rabi). La pandémie du Covid-19 exhibe désormais le management inhumain de l'hôpital algérien. En occurrence, le décès de la doctresse Wafa Boudissa dans des circonstances dramatiques.

La direction de l'hôpital n'obéit qu'à la logique militaire. Les décisions prises arbitrairement et sans concertation par le régime sont appliquées à la lettre par les directions. Malheur à ceux qui les contestent.

Initiatives citoyennes face au COVID-19

حملة تضامنية لجمع 35000 € لدعم الفرق الطبية والعائلات المتضررة

تكلفة العدة الواحدة 10 €

دعم 1000 متضررا بمنحة مالية مقدارها 5000 دج - 25 €

للتبرع بواسطة PayPal

paypal.me/MouvementRachad

35000 13050 0

23/05/2020

Les initiatives citoyennes à l'adresse des plus démunis et du personnel de la santé se sont multipliées depuis la propagation de la pandémie du coronavirus dans le pays.

Nos concitoyens ont rivalisé de générosité et d'abnégation: campagnes de désinfection des lieux publics, distribution de paniers solidaires, confection de masques et de sur-blouses, fabrication d'écrans faciaux, fabrication de combinaisons intégrales étanches, importation de kits de dépistage, etc. Le peuple algérien a réussi à arracher, au régime



Les images des manifestations des médecins résidents en Janvier 2018 peuvent en témoigner.

Contrairement au régime, le Hirak et le peuple algériens se rappelleront les sacrifices de nos personnels de la santé. L'État civil auquel les Algériens aspirent saura rendre justice et considération à ces femmes et ces hommes qui se battent vaillamment, au prix de leurs propres vies, pour notre santé et pour notre vie.

algérien défaillant, un attribut régalien propre à l'état: assurer la sécurité sanitaire et alimentaire du peuple. De notre perspective, ces initiatives sont certainement une autre déclinaison du Hirak du 22 février 2019. Nous déplorons la rigidité de la loi en vigueur en matière de liberté fondamentale d'association. Nous déplorons l'entêtement du régime à vouloir contrôler le tissu associatif pour le neutraliser et le démanteler. En effet, la législation en vigueur contraint les associations à des procédures d'approbation lourdes et longues qui peuvent prendre des années. De plus, même agréées, elles sont interdites de lever des fonds auprès de leurs concitoyens, ce qui les rend totalement dépendantes du régime.

Ceci handicape fortement le tissu associatif algérien. Il reste pourtant un bouclier important pour faire face à des périodes de grande détresse comme celle que traverse le pays en ce moment.

Nous rappelons la position de Rachad en la matière. Les associations doivent pouvoir devenir opérationnelles sur de simples déclarations. Qu'elles puissent avoir accès à des comptes bancaires sans difficultés, et avoir la liberté de lever des fonds auprès des algériens.

Décès corps médical Covid-19

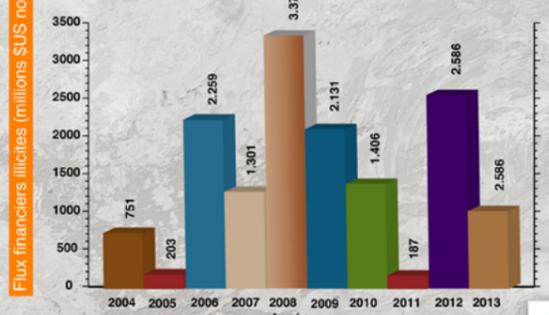
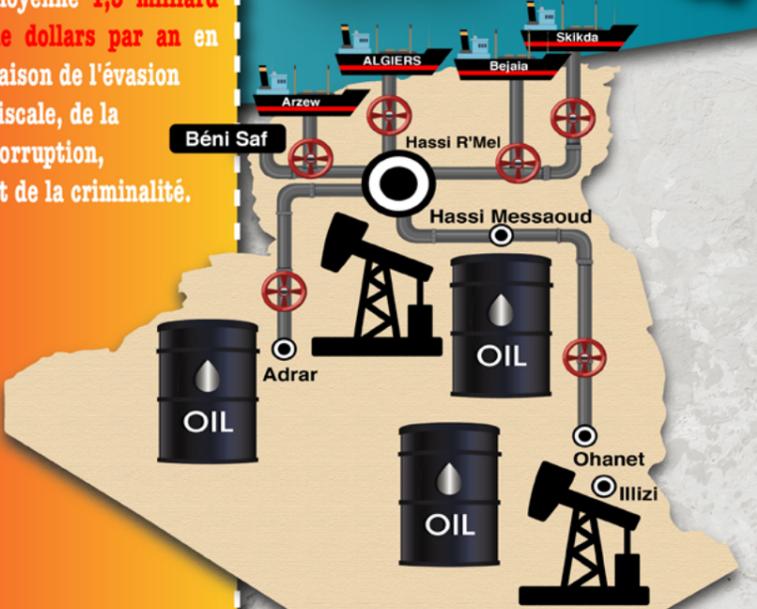


- Akrour Mohamed, Alarbi Debch, Ali Sabri Helal, Alliche, Amer Mohamed, Assid Nacer, Aynaoui Assia, Baoud Ahmed, Bedar Mohamed, Bediaf Saïd, Belatar Abdelfetah, Belhemra Mohamed, Bencherif Djilali, Bendekich, Benhadjira Bahous, Benhamada Khaled, Benharoun Elhadj, BenKaouider Abdelkader, Benmarzougha Bensouna, Benmebarek Samir, Bensmaili Hicham, Boudiaf Dalila, Boudiaf Saïd, Boudissa Wafa, Bouhmida Slimane, Boukhari Hamza, Bouraoui Ahcen, Bouraoui Djeloul, Brimi Rabah, Chaaban Beroual, Chaabi Abdelhak, Chebila Samir, Cherchab Omar, Debouz Siiman, Djamaakbir Nourredine, Djelmani Hani, Abderrahmane, Djelouli Abdelkrim, Djouamaa Sadek, Douadji Aissa, Elaissaoui Anissa, Elkouli Hssinat, Elmachri Faouzi, Feghi Messaoudi, Hadj-Mohamed Omar, Hamani Elhachmi, Hammoudi Karim, Hassi Abderrahmane, Houhou Mohamed, Kazaoui Hadj Brahim, Kazi Elmachri, Kebaili Farouk, Kermiche Moussa, Kessar Sofiane, Kobsi Bentaleb, Kouider Abdelkader, Ladjabi Awatif, Laribi, Benouali, Latrech Salim, Lebah Samir, Lerari Djameleddine, Meftouh Abdelhalim, Meghlaoui Abderrahim, Mekaoui Attia, Mihoub Nouredine, Miloudi Abdelhamid, Nabti Elhadi, Nasri Sadika, Ourabah Abdelhamid, Rahel Ahcene, Refaoui Mourad, Saadna Abdenour Mohamed, Saadna Kitoum, Safrawi Rahima, Sasa Saïd, Si-Ahmed Elmahdi, Tilmatine Abdenour, Touat Mohamed, Yousfi Mohamed, Zawech Djamel, Aouaichia Elhafsi, Bendekich
- أقرور محمد، العربي دبش، علي صبري هلال، عليش، عامر محمد، عصيد ناصر عيناوي آسي، بيوض أحمد، بدار محمد، بضيف سعيد، بلعطار عبد الفتاح بلحمرة محمد، بن شريف جيلالي، بن دقيش، بن هجيرة بحوس، بن حمادة خالد بن هارون الحاج، بن قويدر علي عبد القادر، بن مرزوقة بنسور، بن مبارك سمير بن سماعلي هشام، برماد كمال، بروال شعبان، بوغروج محمد، بوضيف دليلة بوضيف سعيد، بوديسة وفاء، بوحميدة سليمان، بوخاري حمزة، بوراوي احسن بوراوي جلول، بريمي رابح، شعبان بروال، شعبي عبد الحق، شيلة سمير شرشاب عمر، دبوز سليمان، جماعكير نورالدين، جلماني حاني عبد الرحمان جلولي عبد الكريم، جوامعة صادق، دواجي عيسى، العيساوي أنيسة، الكولي حسينات، المشري فوزي، فغي مسعودي، حاج محمد عمر، جماني الهاشمي حمودي كريم، حاسي عبد الرحمان، حوجو محمد، كازاوي حاج براهيم قزي المشري، قبالي فاروق، كرميش موسى، كسار سفيان، قبصي بن طالب قويدر عبد القادر، قويدر بن علي عبد القادر، لعجاي عواطف، لعريبي بن نوالي لطرش سليم، لباح نصري، لراي جمال الدين، مفتوح عبد الحليم، مغلالي عبد الرحيم، مكاوي عطية، ميهوبي نور الدين، ميلودي عبد الحميد، نابتي الهادي نصري صديقة، أورابح عبد الحميد، رحال احسن، رفاوي مراد، سعادنة عبد النور محمد، سعادنة كيتوم، صفاوي رحيمة، سوسع السعيد، سي أحمد المهدي تيلماتين عبد النور، توات محمد، يوسف محمد، زاوش جمال، عوايشية الحفصي بوراوي جلول، بريمي رابح، شعبان بروال، شعبي عبد الحق، شيلة سمير

FLUX FINANCIERS ILLICITES (2004 - 2013)

\$ 15,246 milliards

Selon GFI, entre 2004 et 2013, l'Algérie aurait perdu en moyenne 1,5 milliard de dollars par an en raison de l'évasion fiscale, de la corruption, et de la criminalité.



Source: Global Financial Integrity www.gfintegrity.org

نظام العصابة المستجد 12/12

Novel Mafia Regime Disease (NOMRED-12/12)

THE HAMEL MECHANISM

Source: Le Soir 12-14/03/2020

LA DÉCLARATION DES DEVOIRS ET DES DROITS DU/DE LA JOURNALISTE MUNICH 1971

1. Rechercher la vérité, en raison du droit qu'a le public de la connaître et quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même.
2. Défendre la liberté d'information et les droits qu'elle implique, la liberté du commentaire et de la critique, l'indépendance et la dignité de la profession.
3. Ne publier que les informations, les documents, les images et les sons dont l'origine est connue de lui/d'elle; ne pas supprimer des informations ou des éléments d'information essentiels; ne dénaturer aucun texte, document, image et son, ni l'opinion d'autrui; donner très précisément comme telles les nouvelles non confirmées; signaler les montages photographiques et sonores.
4. Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des sons, des images ou des documents; ne pas manipuler ou faire manipuler des images par des tiers en vue de les falsifier; s'interdire le plagiat.

L'APS épinglée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme



Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme met en lumière des informations fallacieuses concernant l'Algérie

GENÈVE (4 septembre 2020) -- Un article publié en français, arabe et anglais par l'Algérie Presse Service (APS), mardi 1er septembre, affirme qu'un organisme appelé "le Bureau des Contentieux de l'ONU à Genève" a rejeté une plainte d'un groupe de militants politiques algériens 24h après son dépôt et examen de son contenu par les délégués juristes du Bureau.

Le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Rupert Colville, a clairement indiqué vendredi que l'article était inexact.

"Les informations contenues dans l'article - largement reprises par d'autres médias en Algérie et ailleurs - ont été complètement fabriquées du début à la fin", a-t-il déclaré. "Il n'existe aucun organe des Nations Unies relatif aux droits de l'homme portant ce nom"

"Nous demandons que l'Algérie Presse Service et Radio Monte Carlo - s'il s'agit bien de la source originale de l'histoire - retirent cette fausse information et lèvent toute ambiguïté auprès de leurs lecteurs et auditeurs en expliquant que l'histoire est une pure invention", a déclaré M. Colville.

5. Rectifier toute information publiée qui se révèle matériellement inexacte.
6. Garder le secret rédactionnel: ne pas révéler les sources des informations obtenues confidentiellement.
7. Respecter la vie privée des personnes, pour autant que l'intérêt public n'exige pas le contraire; s'interdire les accusations anonymes ou gratuites.



11. N'accepter de directives journalistiques que des seuls responsables désignés de sa rédaction, et pour autant que ces directives ne soient pas contraires à la présente déclaration.
10. S'interdire de confondre le métier de journaliste avec celui de publicitaire; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs publicitaires.
9. N'accepter aucun avantage, ni aucune promesse qui pourraient limiter son indépendance professionnelle ou l'expression de sa propre opinion.
8. Respecter la dignité humaine: le/la journaliste doit éviter toute allusion, par le texte, l'image et le son, à l'appartenance ethnique ou nationale d'une personne, à sa religion, à son sexe ou à l'orientation de ses mœurs sexuelles, ainsi qu'à toute maladie ou handicap d'ordre physique ou mental, qui aurait un caractère discriminatoire; le compte rendu, par le texte, l'image et le son, de la guerre, d'actes terroristes, d'accidents et de catastrophes trouve ses limites dans le respect devant la souffrance des victimes et les sentiments de leurs proches.



Abd-al-Rahman Al-Kawakibi (1855 – 1902) est très souvent identifié comme l'un des pionniers du nationalisme arabe, mais il est aussi et surtout reconnu comme un des leaders de la pensée politique moderne dans le monde musulman. Il s'est imprégné des idées des réformistes de l'époque tels que Jamal al-Din-al-Afgnani, Mohamed Abdu et Rachid Rida mais il a cependant choisi de se concentrer sur la question du despotisme (الاستبداد).

En effet Al-Kawakibi part du même constat de la décadence de la civilisation islamique à laquelle il a donné le nom d' « apathie générale » (الفتور العام) et donne dans ces deux livres Umm-al-Qura (La mère des cités) et Taba'i al-Istibdad (Les caractéristiques du despotisme) un diagnostic précis de cette décadence et de la stagnation de la civilisation islamique qui en a découlé.

Dans son premier ouvrage Umm-al-Qura, il imagine une conférence regroupant vingt-trois personnalités issues de la globalité du monde musulman afin de discuter des raisons de cette « apathie générale ». Cette conférence s'est conclue par une liste de quatre-vingt-six raisons qui ont été identifiées comme source de cette apathie et qui ont été classées en trois groupes principaux de nature religieuse, sociologique et éthique.

Dans son second ouvrage Taba'i al-Istibdad, Al-Kawakibi a adopté une démarche analytique qui l'a emmené à considérer que les 86 raisons

listées dans son ouvrage précédent ont une seule et unique source à savoir le despotisme et que toutes les autres raisons ne sont en réalité que des symptômes de cette « maladie ».

Il va plus loin en déclarant que les fléaux sociaux sont dus au fait que les gens dans leur majorité, lorsqu'ils sont soumis au despotisme (tyrannie) des gouvernants, adoptent des comportements et des attitudes malsaines afin de s'adapter à l'environnement despotique tel que l'hypocrisie, la malhonnêteté, etc. et il conclut que la réforme politique (sous-entendu révolution politique) est la solution à ces maux.

Il dit dans un passage de son dernier livre « Il m'est apparu après un examen minutieux que la racine de ce mal est le despotisme politique et que sa guérison réside dans un modèle constitutionnel consultatif (الشورى الدستورية). Cela est devenu une certitude pour moi après une recherche qui a duré 30 ans et qui a englobé presque tout ce qui peut apparaître à première vue pour le chercheur comme étant la source du mal, mais qui après examen approfondi, n'apparaît que secondaire et qu'au fait, ce ne sont que des conséquences et non pas l'instrument » (1)

Dans le dernier chapitre de son livre Taba'i al-Istibdad, intitulé « Se débarrasser du despotisme », Al-Kawakibi explique que l'accumulation de l'injustice politique ne conduit pas forcément à

une révolution sauf en présence de catalyseur ou d'étincelle qui réveille le volcan assoupi. Ce sont des situations particulières que le pouvoir despotique provoque, parmi lesquelles :

- Une grande pression sur la population provoquée par des augmentations importantes des charges fiscales et des prix (coût de la vie en général)
 - Une alliance forte et non dissimulée avec ce qui est considéré par la population comme un ennemi de son identité et contraire à sa dignité
- Al-Kawakibi résume les fondements d'une action révolutionnaire efficace dans 3 points essentiels :

- Un objectif clair dans l'esprit des révolutionnaires que la révolution doit se fixer. Si l'objectif n'est pas suffisamment clair, cela aura pour conséquence un moindre engagement de la population, alors que s'il n'est pas du tout défini ou n'est pas partagé chez une partie de la population, le risque est de voir une partie de la population rejoindre le camp du despotisme et provoquer une sédition dans les rangs de la révolution. L'objectif est un consensus politique et moral minimal accepté par tous.
- S'entendre sur un plan d'action et avoir une stratégie claire pour atteindre cet objectif, ceci en accord avec l'esprit général de la révolution (par exemple dans le cas du Hirk: non-violence, pas d'accord secret avec le pouvoir, refus de l'ingérence étrangère, etc.)
- Sensibiliser (نشر الوعي) le grand public sur l'importance et la nécessité de la révolution et les malheurs de la tyrannie. car il ne suffit pas

que les élites politiques soient convaincues de la nécessité de changer le régime tyrannique par un régime démocratique, mais encore faut-il le propager dans la population en général et convaincre toutes les franges de la population de sa nécessité.

Il est important de noter que Al-Kawakibi croit profondément dans la force des « gens simples » qui sont pour lui un puissant moteur. Dans son livre Umm-al-Qura, il dit « les gens simples (par opposition à l'élite) sont ceux qui, s'ils savent, disent et s'ils disent, ils agissent ».

Car pour lui les « gens simples » sont en général plus courageux que l'élite, car ils ne sont pas dans les calculs mais dans la spontanéité.

Al-Kawakibi insiste aussi sur le fait que les idées sont primordiales, l'aridité intellectuelle est pour lui un désastre pour les révolutions. Il considère que la préparation morale collective, intellectuelle et psychologique est essentielle.

En conclusion, si Al-Kawakibi s'est concentré sur le despotisme, Mal suprême selon lui, c'est donc parce qu'il rassemble en lui l'ensemble des facteurs sociaux et moraux qui sont en cause dans la décadence de la société et de son déclin. En plus d'avoir décrit la source du mal, Al-Kawakibi s'est aussi attelé à donner un plan d'action pratique afin de réussir une révolution populaire et qui à bien des égards s'applique à des situations très actuelles. 📖

(1) Traduction du sens du texte original en arabe, Taba'i al-Istibdad, (kalimat Arabia), p.9.



RACHAD



[paypal.me/MouvementRachad](https://www.paypal.me/MouvementRachad)



<https://www.facebook.com/rachad.algeria/>

Yahia Mekhiouba. Membre du Conseil national de Rachad : « Les conditions normales d'un débat idéologique libre et transparent ne sont pas encore réunies » | *El Watan, 1 octobre 2020*



Quelle est la position de Rachad par rapport à la suite des actions du hirak parisien post-marche du 13 septembre que vous avez boycottée suite à la polémique générée par la participation du collectif « Double rupture » ?

Tout d'abord le mouvement Rachad n'a pas boycotté, il a annulé l'appel à la marche initiale de République à Concorde, dont « Double rupture » n'était pas associée à l'organisation. Du moment que d'autres organisations et collectifs qui étaient avec nous dans la démarche unitaire ont décidé, sans nous en informer, de changer l'itinéraire convenu de la marche, sous prétexte que ce dernier soit refusé par les services de la préfecture, en plus de publier un appel signé par des organisations cette fois-ci avec « Double rupture », nous avons décidé avec d'autres

partenaires de prendre notre responsabilité et d'annuler la marche initiale pour qu'il y ait pas deux marches à la fois du hirak à Paris. Pour la suite des actions, à Paris et ailleurs, notre mouvement est pleinement associé avec un strict respect des slogans imposés par l'intérieur du pays, ce qui a été rappelé cette semaine dans des vidéos par des anciens détenus d'opinion et notamment à Bouira lors du dernier vendredi 84.

Depuis plusieurs semaines, votre mouvement est au coeur d'un débat idéologique houleux, surtout sur les réseaux sociaux, marqué par beaucoup d'invectives de part et d'autre contre des militants hirakistes. Ne regrettez-vous pas la manière dont les choses se sont passées ne serai-ce que sur la forme ?

Nous avons toujours dit, et nous l'affirmons encore aujourd'hui que parler d'idéologie dans les conditions politiques actuelles est une forme d'idiotie politique qui ne sert qu'à alimenter la contre-révolution, qui est en marche depuis mai 2020. Vous remarquerez que le débat idéologique avec des invectives verbales à la limite des appels au meurtres, sont survenus depuis l'apparition du groupuscule « Double rupture » à place de la République en cette même période, nous avons en tant que mouvement et en tant que personnes été les premières victimes verbale de ces attaques. La contre-révolution veut imposer le débat idéologique clivant afin de fractionner le hirak et de réduire de son intensité, à la limite c'est de bonne guerre, par contre vouloir évacuer l'histoire douloureuse qu'a connu notre pays durant les années 1990, sans un processus de vérité et de justice et faire la lumière sur toutes les responsabilités pénales et politiques de tous les acteurs qui ont conduit cette période, relève pour nous de l'amnésie et de l'irresponsabilité politique qui ne pourra conduire malheureusement à une véritable réconciliation nationale.

Portant un projet politique islamo-conservateur, défendu selon une logique d'argumentation purement idéologique à travers notamment votre propre lecture historique des événements de la décennie noire, pourquoi refusez-vous l'idéologisation du débat politique au sein du hirak ?

Comme je vous l'ai dit en réponse à votre précédente question, nous estimons que les conditions normales d'un débat idéologique libre et transparent ne sont pas encore réunies dans notre pays, le hirak a un objectif commun, celui de bâtir un Etat civil et démocratique qui permettra à toutes et à tous de pratiquer la politique dans un climat de libertés sans craindre d'être persécuté pour ses opinions. Pour la partie histoire, nous avons notre propre lecture, oui. Je vous signale que les autres partenaires politiques ont eux aussi leurs lectures, sans oublier le régime qui a inscrit sa version des faits dans ladite charte de réconciliation nationale, il a même clos le débat dans l'article 46 où il interdit tout débat éventuel sur les événements. On ne peut pas nous reprocher d'étaler notre opinion sur ces événements douloureux alors que tout le monde le fait et sans que cela lui soit reproché. Ceci dit, seul un processus national de vérité et de justice dans une véritable transition démocratique pourra déterminer les différentes responsabilités et proposer une lecture qui pourrait être commune à tous.

En parlant de l'interprétation des faits, que reprochez-vous exactement au slogan « ni militaire ni islamiste » ?

Il ne s'agit pas de reproche mais d'approche! Ce slogan n'existe pas à ce jour dans le hirak en Algérie, et le rôle de la diaspora est de soutenir la Révolution du Sourire, non pas de lui imposer des revendications ou des choix politiques. C'est ce qui a été convenu lors des premières réunions parisiennes en février 2019 ; le principe de soutenir cette révolution et d'être ses ambassadeurs à l'étranger. Ce qui répond fidèlement à une des plus importantes résolutions de la plateforme de le Soummam : priorité de l'intérieur sur l'extérieur.

Sentez-vous qu'il y a une volonté délibérée d'un certain courant, dit éradicateur, de vous exclure d'office du débat politique autour du hirak et de toute éventuelle initiative commune de sortie de crise, à l'instar de ce qui s'est passé avec le PAD ?

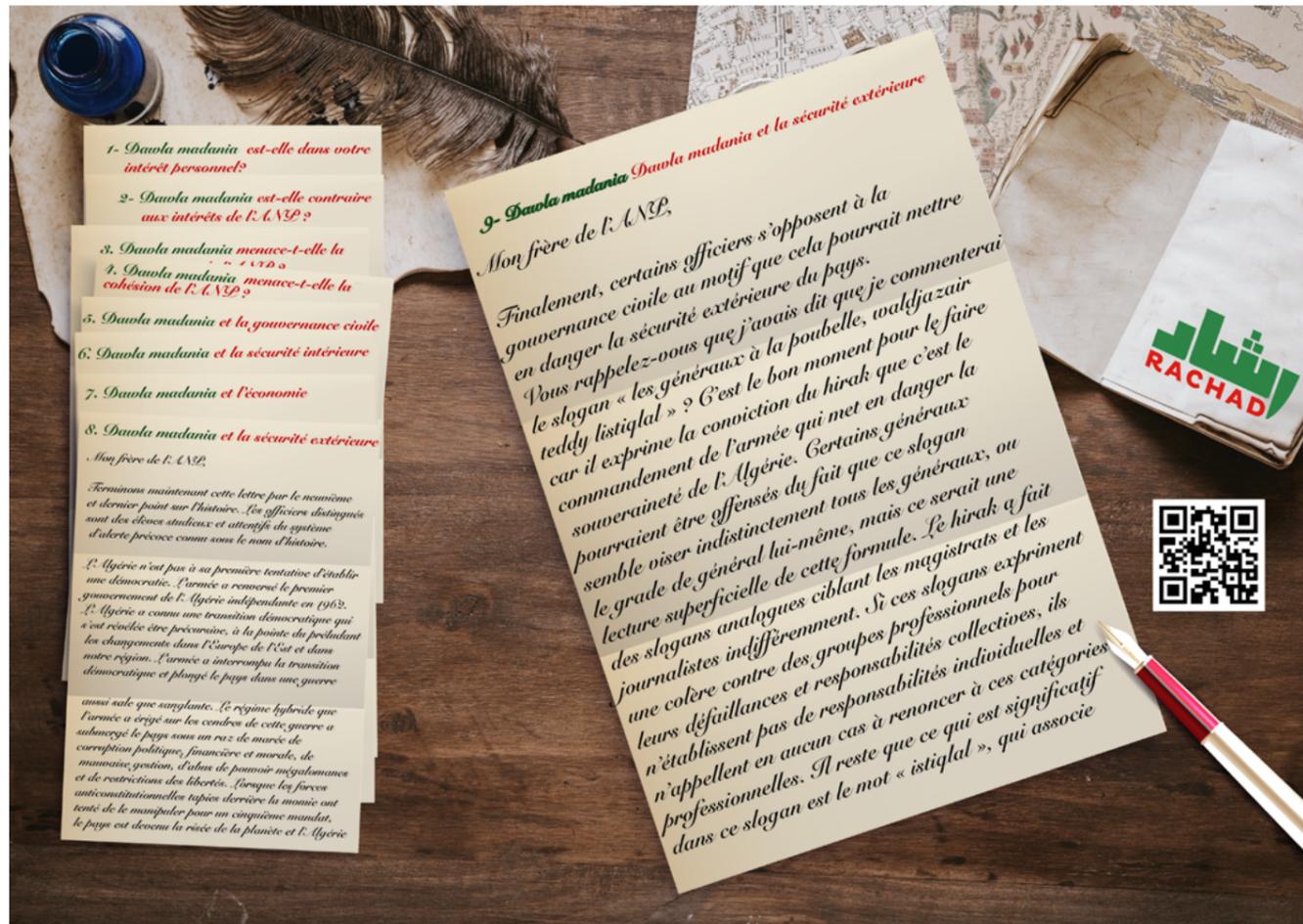
Le courant éradicateur est l'antithèse du hirak, vouloir imposer cette tendance comme l'une de ses interlocutrices est, à mon avis, une mauvaise lecture des événements qui secouent notre pays depuis février 2019. Sans vouloir verser dans l'exclusion, dans votre question vous évoquez une société algérienne qui n'existe pas, sinon très minoritaire. Pour le PAD, la plupart des formations politiques composant ce pôle ont pour la plupart progressé sur cette question de l'éradication et de la mémoire. Vous noterez les problèmes administratifs que connaît le RCD de Mohcine Belabbas à qui le régime veut faire payer ses positions de 2019, que je qualifie de progressistes et courageuses, comparées à celles de son prédécesseur et qui n'a jamais été inquiété de la sorte d'ailleurs.

Propos recueillis par Samir Ghezlaoui

<https://www.elwatan.com/pages-hebdo/france-actu/yahia-mekhiouba-membre-du-conseil-national-de-rachad-les-conditions-normales-dun-debat-ideologique-libre-et-transparent-ne-sont-pas-encore-reunies-29-09-2020>



9. Dawla madania et la sécurité extérieure



Mon frère de l'ANP,

Enfin, certains officiers s'opposent à la gouvernance civile au motif que cela pourrait mettre en danger la sécurité extérieure du pays.

Vous rappelez-vous que j'avais dit que je commenterai le slogan « les généraux à la poubelle, waldjazair teddy listiqlal » ? C'est le bon moment pour le faire car il exprime la conviction du hirak que c'est le commandement de l'armée qui met en danger la souveraineté de l'Algérie. Certains généraux pourraient être offensés du fait que ce slogan semble viser indistinctement tous les généraux, ou le grade de général lui-même, mais ce serait une lecture superficielle de cette formule. Le hirak a fait des slogans analogues ciblant les magistrats et les journalistes indifféremment. Si ces slogans expriment une colère contre des groupes professionnels pour leurs défaillances et responsabilités collectives, ils n'établissent pas de responsabilités individuelles et n'appellent en aucun cas à renoncer à ces catégories professionnelles. Il reste que ce qui est significatif dans ce slogan est le mot « istiqlal », qui associe implicitement l'état-major de l'armée au colonialisme ou au néocolonialisme.

La perception du hirak est donc que certains généraux du haut commandement de l'armée sont le vecteur par lequel la nation subit les déprédations et les menaces étrangères. Il n'est pas difficile de voir pourquoi. Pour rappel, il convient de souligner qu'après que les généraux de l'armée eurent interrompu la première transition de l'Algérie vers la démocratie en janvier 1992 et plongé le pays dans une guerre sanglante, ils ont renié l'héritage algérien de politique étrangère indépendante et ont bradé les intérêts stratégiques et géopolitiques du pays en échange de la protection de la France et des Etats-Unis pour assurer la survie du régime : accès aux champs pétroliers, signature du NPT, et promesses de normaliser avec l'entité sioniste. Des exercices militaires avec l'OTAN, certains impliquant Israël, auraient été impensables pour les fondateurs de la politique étrangère algérienne. Les mandats de Bouteflika ont vu des compromis encore plus aberrants pour renforcer la sécurité du régime au détriment de la sécurité nationale : rabaissement de la souveraineté de l'Etat pour aider les guerres américaines et françaises contre le terrorisme, consentement à la présence d'avant-postes et d'officiers de renseignement occidentaux dans le pays, ouverture de l'espace aérien « sans

conditions et sans limites » à l'armée française. Le printemps arabe a vu la diplomatie algérienne sombrer à son plus bas niveau, avec incompétence et désengagement des affaires libyennes par exemple, ainsi que des alliances avec des dictatures régionales pour se soutenir mutuellement et écraser les aspirations démocratiques des peuples de la région. La stature internationale et la projection de la puissance régionale de l'Algérie n'ont jamais été aussi faibles.

Ce même réflexe de s'appuyer sur le soutien étranger pour renforcer la sécurité du régime était crûment affiché au début du soulèvement du 22 février 2019. Le hirak l'a dénoncé par le slogan : « honte à vous de vous renforcer par l'étranger ».

Au contraire, les Algériens, militant pour un changement radical du régime, n'ont jamais appelé à un soutien ou à une intervention étrangère. Contrairement à d'autres expériences dans la région, même au plus fort de la répression du régime, les Algériens dans le hirak ont affirmé catégoriquement qu'ils rejettent toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie. Cette position cohérente reflète non seulement leur patriotisme farouche, mais aussi leur scepticisme collectif envers l'intervention étrangère, en particulier dans notre région. Les Algériens du hirak ont maintenu un respect rigoureux de la non-violence pour

préservé le sang de leurs frères, mais aussi pour protéger leur pays et leur armée contre toute intervention étrangère, car ils savent que le droit international humanitaire pourrait être utilisé à mauvais escient par les puissances occidentales dont les objectifs géopolitiques inavouables sont interdits par le droit international. Ils ne souhaitent pas échanger la dépendance envers la dictature avec la dépendance envers un « sauveur » étranger. Ils savent que la liberté et la démocratie ne sont pas des cadeaux parachutables par une puissance extérieure, mais ce sont des conditions en eux. Le renversement d'une dictature par l'étranger ne libère pas un peuple. Il détruit l'opresseur sans libérer l'opprimé. Ce qui libère intérieurement les opprimés, c'est le processus transformationnel de leur propre lutte.

Pendant la transition démocratique et par la suite, tout gouvernement élu lors d'élections libres et équitables reflétera la volonté populaire et ne pourra donc pas chercher à mettre en péril la sécurité extérieure du pays. Au contraire, le peuple attendra qu'il revigore notre héritage diplomatique, avec une diplomatie indépendante, dynamique et créative qui devra défendre farouchement nos intérêts stratégiques, géopolitiques et économiques ainsi que les intérêts de notre région et de notre continent.

Lisez Plateforme sur Yumpu



<https://www.yumpu.com/user/rachadorg>

Yumpu



Adieu Tarek Zeddami (1985-2020)



Les discussions de Tarek avec ses collègues, avocats intègres, ne se limitaient pas à la critique du système judiciaire devenu le bras qui exerce le joug du régime militaire en prononçant des sentences iniques à l'encontre des militants intègres. Il s'agit du même régime qui a fait la sourde-oreille aux millions d'Algériens sortis tous les vendredis scander des revendications de liberté voire même d'indépendance. En effet, l'injustice et la répression ont marqué profondément les Algériens au point de se sentir gouvernés par un régime colonial et non une dictature répressive. Tarek, le père de quatre enfants, ne savait pas encore que l'expression de sa profonde indignation contre le régime des « Moukhabarats » ne dérangeait pas seulement les juges du « téléphone » mais aussi les officiers des services de renseignement attachés aux tribunaux et villes qui ont été le théâtre de ses plaidoyers.

Et les voici excédés par l'intégrité de Tarek ...

Sa critique envers le régime devient publique à travers ses écrits publiés sur les réseaux sociaux. Avant que vienne, un lundi après-midi, cette voiture aux vitres teintées le percuter violemment le propulsant sur une distance de 14 mètres selon le constat de la police locale. L'enquête de la police ne mène à rien qui puisse identifier l'auteur de l'accident qui s'est comporté comme s'il avait percuté un être insignifiant et pas un homme sur son vélo. Il ne s'est même pas arrêté.

Devant l'incompréhension populaire à Bordj Bou Arréridj et ses environs mais aussi sur les réseaux sociaux, le régime policier laisse filtrer des rumeurs – via ses compagnies de trolls – suggérant la reddition de l'assassin de Tarek. Aujourd'hui et après huit semaines de cette opération d'exécution, aucun communiqué sur le sujet n'a été émis par le régime militaire. Est-il confirmé que la personne qui s'était rendu à la police est réellement l'auteur de l'accident ?

Tarek a été assassiné. Mais la lutte pour un Etat de droit qui lui a coûté sa vie n'est pas terminée. Les partisans de lutte se préparent pour une bataille non-violente décisive pour bâtir un "Etat civil et non militaire". La victoire est une certitude, le régime n'est qu'en sursis.

Qu'Allah accueille Tarek dans Son vaste paradis.

*Mohamed Larbi Zitout
Membre du secrétariat de Rachad*

Le jeune avocat Tarek Zeddami, âgé de 35 ans, ne pouvait pas savoir que son plaidoyer du 7 septembre 2020 devant les juges du tribunal de Bordj Bou Arréridj allait être son dernier. Un plaidoyer suivi d'un jugement défavorable aux quatre militants défendus par Tarek parce qu'ils ont été condamnés à quatre mois de détention provisoire. Cette décision a suscité une forte indignation et une colère noire envers cette justice servile aux ordres reçus par « téléphone ». Tarek et ses collègues avocats se sont accoutumés à ce genre de juges et pratiques vu qu'ils les ont confrontés dans plusieurs villes. Mais les juges de la ville de Bordj Bou Arréridj, autrefois capitale du Hirak, sont devenus légion et matière de servitude aux ordres des services de renseignements. « Justice du téléphone » est désormais le qualificatif qui dépare ses pratiques honteuses de ces juges qui appliquent des sentences iniques dictées par des officines occultes en toute impudence.

Tarek qui a prêté son serment en décembre 2014 était incapable, comme des millions d'Algériens, de comprendre l'opulence de la couche oligarchique algérienne au moment où il observait – impuissant – tous les jours la misère dans laquelle pataugent quotidiennement des milliers d'Algériens. Il était inconcevable pour Tarek de voir son pays crouler sous le poids de plusieurs crises pendant que le régime militaire, principal responsable de la situation, préparait le renouvellement de la façade civile qui lui sert de cosmétique démocratique.

Pour en finir avec "notre peuple est indiscipliné"



Ce peuple est indiscipliné et ne respecte rien. C'est avec cet argument fallacieux, de facilité, que certains de nos concitoyens ont qualifié le comportement de notre peuple quant au non-respect du confinement. Cette phrase est en réalité un classique qui déresponsabilise le régime de ses défaillances répétitives. Les solutions qui seraient proposées par le régime seraient vaines du fait de l'indiscipline supposée du peuple.

Prenons une seconde pour analyser cette phrase. À l'échelle individuelle, si un enfant est indiscipliné et mal élevé ce n'est certainement pas de sa faute mais de celles de ceux qui détiennent l'autorité parentale sur lui. En somme, le « tu es indiscipliné ! » est en réalité une critique, voire même une insulte, aux parents dans notre culture. Pourquoi lui donne-t-on une autre signification quand il s'agit de la relation entre notre peuple et son autorité responsable ?

Cette phrase est toxique car elle induit deux phénomènes qui arrangent bien les régimes défaillants. Le premier a un effet immédiat, celui de dédouaner le régime de ses échecs en attribuant la responsabilité au peuple. Le deuxième est plus insidieux et consiste à inculquer le défaitisme et la fatalité dans les esprits des jeunes générations.

Nous insistons sur la méthode hasardeuse du régime dans la gestion de la pandémie. La responsabilité première du non-respect du confinement incombe au régime. Tout simplement car il est « aux manettes » et dispose des moyens d'Etat pour concrétiser toute politique. Il est de son devoir d'emmener les plus

fragiles à respecter toute politique nécessaire avant de pouvoir exiger qu'elle soit respectée par tous. S'il est incapable de gouverner des indisciplinés, alors le régime n'a qu'à laisser le peuple choisir les indisciplinés qui sauront le faire.

Comment pouvons-nous exiger un respect strict du confinement et des gestes barrières quand on ne sensibilise que peu les Algériens aux risques du coronavirus et quand on n'apporte pas les aides sociales aux familles nécessiteuses pour leur permettre de traverser la crise, poussant ainsi les citoyennes et les citoyens qui vivent dans les conditions les plus précaires à commettre l'irréparable. C'est le cas de Rachid Boudjellal, père de deux enfants en bas âge, qui s'est immolé par le feu à Oran sur fond de précarité sociale et répression policière aveugle. Pouvons-nous réellement croire que nos concitoyens exposent sciemment et vainement leurs familles au coronavirus ?

Non, notre peuple est formidable. Il l'a prouvé par son attitude hautement civique qui s'est déclinée à répétition depuis le début du Hirak du 22 février 2019. Ce civisme est à contraster avec les débordements de plusieurs mouvements populaires récents issues de pays dits « démocratiques » et « civilisés » (les « Parapluies » à Hong-Kong, les « Gilets Jaunes » en France ou encore les « Black Lives Matter » aux USA).

Notre peuple est opprimé par le régime algérien, ne soyons pas ceux qui le méprisent.

Rachad dans le Hirak



رشاد
RACHAD

www.rachad.org

www.rachad2.wordpress.com

 **PayPal**

paypal.me/MouvementRachad